

L'intégration européenne par les Conférences Inter-Citoyennes¹

Jean Rossiaud

Sociologue, chercheur au Fonds national suisse de la
recherche scientifique Université de Genève/Suisse²

Resumo

“Europe from below”, “construir a Europa por baixo”: nos anos 80, esse slogan unia os movimentos ocidentais de paz e grupos de dissidentes na Europa do leste; compartilhando análises e coordenando ações, ambos os movimentos, embora de natureza diferente, tiveram a dupla ambição, por um lado, de não se deixar fechar na lógica da guerra fria e, por outro lado, de começar de imediato a construção da integração europeia através de ações cidadãs. A partir deste momento, passou-se a construir um movimento cidadão em escala europeia e em cada um dos estados da região. Este novo tipo de movimento

Résumé

“Europe from below”, “construir l'Europe par le bas”: dans les années 80, ce slogan unissait les mouvements de paix indépendants d'Europe occidentale et les groupes de dissidents d'Europe centrale et orientale. En partageant leurs analyses et en coordonnant leurs actions, les deux mouvements, pourtant de nature fort différente, poursuivaient la double ambition, d'une part de ne pas se laisser enfermer dans la logique de la guerre froide, et d'autre part, de commencer sans délai la construction de l'intégration européenne à travers des actions citoyennes. A partir de ce moment, s'ébaucha la construction d'un mouvement citoyen à l'échelle européenne et dans chacun des Etats de la région. Ce nouveau type de mouve-

¹ A integração Europeia pelas Conferências Inter-Cidadãs.

² Jean Rossiaud, Observatoire “Système mondial et mouvements sociaux”, Université de Genève.

social se organiza em forma de redes e reatualiza os temas dos novos movimentos sociais dos anos 80, centrando o seu discurso sobre a questão da cidadania e da subjetividade na era da globalização. Também aproveitou as novas oportunidades institucionais da união europeia (Maastricht II) para reivindicar mais democracia no processo de integração.

Palavras-chave: movimento cidadão; integração europeia.

ment social s'organise sous la forme de réseau et réactualise les thèmes fondamentaux des nouveaux mouvements sociaux des années 80, en recentrant leur discours sur les questions de la citoyenneté et de la subjectivité à l'heure de la mondialisation. Il met également à profit les nouvelles opportunités institutionnelles de l'Union européenne (Maastricht II) pour revendiquer davantage de démocratie dans le processus d'intégration.

Mots-clés: mouvements citoyens; intégration européenne.

“Europe from below”, construire l'Europe “par le bas”: ce slogan rassemblait dans les années 80 les mouvements de paix occidentaux et des dissidents d'Europe de l'Est. En partageant leurs analyses et en coordonnant leurs actions, ces deux mouvements, par nature très différents, et qui démontraient initialement une méfiance réciproque, avaient la double ambition de ne pas se laisser enfermer dans la logique de la guerre froide, d'une part, et de construire l'intégration européenne, d'autre part, par l'action des citoyens, plutôt que de s'en remettre à la diplomatie des Etats et des gouvernements. En d'autres termes, à l'Est comme à l'Ouest, tout le monde s'entendait pour dire que la paix, la démocratie et la construction de l'Europe sont des sujets bien trop sérieux pour les laisser aux États-majors et diplomates d'hier, ainsi qu'aux “eurocrates” d'aujourd'hui.

Depuis les années 80 et surtout depuis 1989, un réseau international, qui dépasse de loin le cadre étroit des 15 pays formant aujourd'hui l'Union européenne, s'est donc constitué et est en voie de consolidation, au travers d'une multiplicité d'actions aussi diverses par leur contenu que par leur ampleur. Leur faible coordination et la volonté des groupes locaux de ne pas se soumettre à une organisation centrale font que ce réseau échappe le plus souvent aux catégories d'analyse des médias et des sciences

sociales et que, pour cette raison entre autres, il passe le plus souvent inaperçu dans l'opinion publique. Nous nommons ce mouvement, le mouvement de citoyens.³

Le mouvement de citoyens et la construction européenne

Comme cadre de leur action ces mouvements de citoyens choisirent les *Accords d'Helsinki* et la *Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe* (CSCE) qui en était issue.⁴

La construction d'une Europe démocratique et solidaire dans le cadre de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et La Coopération en Europe) ne semble plus aujourd'hui être considérée comme prioritaire par les mouvements mêmes qui l'avaient promue. En effet, les opposants arrivés au pouvoir dans le sillage des "révolutions de 1989" ont, par leur désir de voir leur pays intégré le plus rapidement possible à l'Union européenne, marginalisé de fait l'OSCE et le Conseil de l'Europe.

Sans abandonner les actions sur les Balkans et le Caucase, qui ont constitué sa priorité durant les dernières années, le mouvement de citoyens tient aujourd'hui à participer plus activement à la construction par le bas de l'intégration européenne. Dans cette optique, il semble réorienter ses actions davantage en direction de l'Union Européenne. Pour ce faire, il remet à l'ordre du jour sa double stratégie de réseau international d'organisations et d'individus animateurs d'initiatives citoyennes (*Bürgerinitiativen*), d'une part, et de groupe de pression envers les organisations internationales et les Etats, d'autre part.

Parmi les initiatives les plus emblématiques aujourd'hui et peut-être les plus prometteuses de ce mouvement, il faut faire connaître les *Conférences Inter-Citoyennes Européennes: réseau pour la révision citoyenne des traités de l'Union européenne*⁵ (ci-après CICE; voir Annexe 2).

³ Ce que nous désignons ci-après comme "mouvement de citoyens" n'a aucun rapport (au contraire) avec son homonyme, en France, celui créé par J.-P. Chevènement, que nous considérons comme un "mouvement républicain".

⁴ Une des organisations qui joua et joue encore un rôle important dans l'émergence de ces réseaux européens est le *Helsinki Citizens Assembly* - HCA (cf. Annexe 1), dont les animateurs, aujourd'hui, sont à la recherche d'autres formes d'actions et d'autres cadres institutionnels pour continuer à défendre l'idée d'une Europe intégrée, démocratique et solidaire avec les autres régions du monde.

⁵ *European Inter Citizens' Conferences: A network for a citizens revision of European Union Treaties.*

Maastricht II : la brèche démocratique

Une des caractéristiques principales du Traité de Maastricht en 1992, qui fonde l'Union européenne, est d'avoir formellement institué sa propre révision en 1996. Les traités européens seront donc périodiquement remis à jour lors des *Conférences intergouvernementales* (ci-après CIG) et les premiers amendements (nommés aussi Maastricht II) avaient été prévus pour 1996-1997, en trois volets (printemps 96 à Turin, automne 96 à Dublin et printemps 97 à Helsinki).

Echaudés par le retentissant échec médiatique du Traité de Maastricht (qui a bien failli faire échouer l'ensemble du processus d'intégration européenne), les gouvernements des Etats parties et les autorités européennes s'ingénient à convaincre de la sincérité de leur engagement démocratique. Sans toutefois y parvenir, ils offrent cependant un cadre institutionnel plus ouvert aux groupes de pression, notamment à ceux qui parlent au nom de la démocratisation et du renforcement de la société civile. Ce sont les CIG qui représentent un espace nouveau pour les organisations et les réseaux militants "européanistes", quelle que soit leur origine (pacifiste, civique, écologique ou religieuse). Et c'est dans cet espace que s'engouffrent les Conférences inter-citoyennes.

Identité et idéologie du mouvement de citoyens

Pour comprendre la démarche des CICE, il nous faut encore brièvement revenir sur la cohérence idéologique du mouvement de citoyens, qui émerge de la guerre froide et évolue dans une Europe (et un monde) en profonde mutation depuis 1989.

Ceci nous amène à effectuer deux observations. En premier lieu, le mouvement de citoyens possède une idéologie, issue de la rencontre entre le pacifisme occidental et les droits de l'Homme "revisités" par la dissidence, tous deux marqués, mais différemment, par le socialisme et par le radicalisme critique de 1968. En second lieu, les actions et campagnes du mouvement sont fixées en fonction de la nouvelle donne politico-idéologique de l'après guerre froide: il faut mentionner ici l'affaiblissement des Etats-nations, la mondialisation, l'intégration européenne. Ces phénomènes engendrent différentes lectures idéologiques, principalement le néo-libéralisme et le populisme-national. C'est par rapport à celle-ci que le mouvement de citoyens doit se positionner.

Dans ce contexte, les CICE poursuivent deux principaux objectifs que nous évoquerons l'un après l'autre.

Le premier objectif des CICE: le mouvement pour le mouvement

D'après la plaquette de présentation des CICE, le premier objectif est de: "construire un dialogue entre les initiatives citoyennes et susciter l'émergence d'un mouvement de citoyens [...]".

Nous retrouvons ici l'une des caractéristiques les plus novatrices du mouvement de citoyens des années 80: les buts mettent l'accent sur la construction d'un mouvement à long terme (le mouvement pour le mouvement), ce qui peut sembler parfois reléguer au second plan la réalisation d'objectifs tangibles à court terme. La construction de la société civile par le mouvement, par le dialogue, qui permet d'affiner, mais aussi de reformuler et d'amender, les idéologies propres à chaque organisation, est la nouveauté fondamentale des mouvements de citoyens par rapport à ce qu'il fut convenu d'appeler les "nouveaux mouvements sociaux" dans les années 70 et 80.

Le mouvement de citoyens reprend l'ensemble des revendications des mouvements post-68 (féminisme, pacifisme, écologisme, droits civiques, etc.) et y incorpore également les principales revendications du mouvement ouvrier (protection sociale, réduction du temps de travail, redistribution des revenus et autogestion): il le fait, en proposant des forums de discussion non dogmatiques, au nom de la construction d'une société civile fortement structurée, fondée sur une très grande diversité d'organisations et coordonnée ponctuellement dans des actions ou campagnes thématiques.

Le mouvement de citoyens réorganise les principaux thèmes de mobilisations d'Europe occidentale, en fonction d'un principe unificateur, emprunté à la critique dissidente en Europe orientale: la citoyenneté. Sur le plan stratégique, le mouvement s'inspire également des mobilisations contre les partis communistes au pouvoir à l'Est: il s'agit ainsi premièrement de refuser l'affrontement direct avec l'Etat ou, plus globalement avec le "système", de reconnaître en quelque sorte la puissance du pouvoir d'Etat et du marché, voire leur légitimité dans un contexte démocratique; deuxièmement, il s'agit en conséquence de ne pas revendiquer le pouvoir d'Etat, mais de chercher à influencer, d'une part, les décideurs et, d'autre part, la société civile elle-même. Ainsi,

l'idée de *construction ou de reconstruction de la société civile* face au marché et à l'Etat (mais souvent aussi face aux partis politiques) constitue la pierre angulaire de l'idéologie du mouvement.

Le second objectif des CICE: faire entendre par le lobbying la parole des citoyens

Le second objectif prioritaire des CICE est de favoriser la prise en compte de la "parole des citoyens", entendez la "parole des organisations", dans la préparation et la révision des traités, en particulier par la mise en place d'une politique de l'information et de la consultation durant l'avancement des travaux et les négociations entre Etats. Il s'agit ici d'une politique traditionnelle de groupe de pression ou de *lobbying*: l'enjeu principal est alors, pour les organisations qui parlent au nom de la société civile de se faire reconnaître par les autorités politiques comme partenaires privilégiés pour la diffusion de l'information et la consultation; de servir en quelque sorte de relais institutionnels entre l'ensemble des revendications de la société civile et les instances politiques. Cet objectif fait appel davantage à la notion d'organisation non gouvernementale (ONG) qu'à celles de "réseau" ou même de "mouvement"; les acteurs ne sont dès lors plus flous et impalpables (ils n'émergent pas d'une société civile s'auto-instituant "naturellement" dans le dialogue), et les organisations choisies (par le pouvoir) pour représenter la société civile sont bel et bien représentées par des individus en chair et en os, possédant une vision singulière du fond et de la forme de la négociation. De plus, les "représentants" des ONG, à l'inverse des "portes-parole" du mouvement, ne peuvent se satisfaire du débat pour le débat ou du réseau pour le réseau, mais possèdent des objectifs précis à court et moyen termes et ont la responsabilité morale, et souvent aussi professionnelle, d'aboutir à des résultats tangibles.

Ces deux objectifs en tension ne sont pas nouveaux et constituent la richesse et la faiblesse des mouvements sociaux, qui, sans choisir entre réforme et révolution, s'inscrivent dans un *réformisme radical*: le mouvement de citoyens prend ici la suite du mouvement ouvrier-socialiste (dont la social-démocratie au tournant du siècle inventa le concept de réformisme radical) et des "nouveaux mouvements sociaux" qui en radicalisèrent la pratique et l'étendirent de la sphère politique à la société civile elle-même, dans son désir de ne plus seulement changer l'Etat, mais de tout simplement... "changer la vie".

Dans l'Europe d'aujourd'hui: lutter contre le néo-libéralisme et le national-populisme

Si le mouvement de citoyen, par les CICE, s'engouffre aujourd'hui dans l'espace, ouvert par les CIG, c'est non seulement, parce qu'il correspond à sa philosophie de l'action d'intervenir au niveau des prises de décisions, mais également et peut-être surtout, parce que la construction européenne offre une arène stratégique pour lutter contre les deux principales idéologies de la période, qui remettent en cause les conditions mêmes d'existence de la citoyenneté: le néo-libéralisme et le national-populisme.

Le néo-libéralisme des dirigeants européens

En effet, la mondialisation, telle qu'elle est prônée par le néo-libéralisme et telle qu'elle se met en place au niveau mondial par le biais des Organisations internationales – l'OMC(ex-GATT), le FMI et la Banque mondiale, principalement – a pour conséquence qu'une partie des questions cruciales pour le développement humain échappe aux Etats-nations et donc au pouvoir des citoyens. De plus, les politiques néo-libérales, en diminuant les capacités financières et donc redistributives des Etats, aboutissent à l'exclusion d'une partie importante de la population et rétablissent ainsi, sans oser se l'avouer, une sorte de vote censitaire, celui des "inclus". Enfin, la misère et la pauvreté endémique n'ont jamais été le terreau des sociétés démocratiques, mais ont au contraire le plus souvent favorisé l'autoritarisme.

Aujourd'hui l'idéologie néo-libérale semble s'être imposée à tous les dirigeants de la planète quelque soit leur origine culturelle, idéologique ou partisane. Elle s'est imposée au centre du système mondial, dans les réunions du G7 par exemple, comme l'univers indépassable de l'action politique et a été défendue aussi bien par des dirigeants issus du libéralisme (Reagan, Thatcher, p. ex.), que par des dirigeants issus de la démocratie chrétienne (Kohl, p. ex.) ou de la social-démocratie (Mitterrand, González, p. ex.).⁶

C'est dans ce cadre-là qu'il faut comprendre le paradoxe actuel de l'intégration européenne: celle-ci peut être conçue, par certains dirigeants, comme un instrument de la mondialisation dans un pur esprit néo-libéral ou, au contraire, pour d'autres dirigeants, comme un instrument de

⁶ Les dirigeants issus de l'ex-bloc soviétique, qu'ils aient été des opposants au régime ou des anciens apparatchiks se sont également très vite convertis à cette nouvelle idéologie.

résistance au processus de mondialisation néo-libéral, par le biais de la construction d'une Europe forte face aux Etats-Unis (et aux Amériques) et au Japon (et à l'Asie du sud-est). La position consensuelle (à l'exception toutefois de la Grande-Bretagne) qui semble se dégager aujourd'hui à Bruxelles est donc de prôner l'accélération de l'ouverture néo-libérale à l'intérieur des frontières de l'Union, et de freiner autant qu'il est possible l'ouverture de l'Union au reste du monde, dans l'étroite marge de manoeuvre de la diplomatie commerciale.

Le danger national-populiste

Face, d'une part, à la fragilisation des Etats-nations et à leur perte de souveraineté et, d'autre part, à l'augmentation de l'exclusion et de la précarité sociale, les discours populistes et/ou nationalistes, que l'on avait, comme la misère elle-même, trop vite relégués dans les poubelles de l'histoire, refont aujourd'hui surface en Europe et peuvent constituer pour de larges catégories de population – en particulier, pour les étrangers, les minorités ethniques ou, plus largement les classes jugées "dangereuses", une menace importante.

Deux types principaux de discours entrent à notre avis dans cette catégorie; ils émanent tant de la droite traditionnelle (la droite nationaliste, voire xénophobe et/ou raciste) que de la gauche traditionnelle (jacobine, national-patriotique et plus républicaine que démocrate), mais possèdent davantage de points communs que de divergences:⁷

Leur principal point commun réside dans une même lecture de la mondialisation : en cela ils s'opposent aux néo-libéraux (de droite comme de gauche) qui prétendent que l'on ne peut rien faire contre la mondialisation. Ils prétendent au contraire qu'il est possible et nécessaire de stopper le processus. Ils en tirent la même conclusion, il faut empêcher la mondialisation et l'intégration européenne et "refonder" une nation souveraine dans un Etat fort.

⁷ Je pense ici principalement à l'idéologie défendue en France par le Parti communiste et par le mal dénommé *Mouvement des citoyens* de l'ex-socialiste Jean-Pierre Chevènement. Ce qui distingue fondamentalement cette idéologie de celle prônée par la droite nationale et l'extrême droite est le rapport aux étrangers et la politique de l'immigration. Cette différence est de taille pour ce qui concerne les droits de l'Homme, mais elle se révèle minime en ce qui concerne la politique étrangère et, en particulier, la politique d'intégration européenne.

Pour le mouvement de citoyens: une position souvent difficile à tenir

Les deux tendances principales du mouvement de citoyens en Europe – les mouvement de paix et la dissidence – ont construit leur idéologie commune, nous l'avons vu, principalement en niant la politique des blocs issus de la deuxième guerre mondiale et en lui opposant l'idée d'intégration européenne *par le bas* dans le cadre large de la CSCE. Pour le mouvement donc, l'intégration européenne est une nécessité politique, afin d'éviter les guerres en Europe et de promouvoir la démocratie.

La mondialisation, en tant qu'elle favorise les intégrations régionales, peut ainsi être considérée comme une conjoncture favorable pour l'avancée des idées de paix, de droits de l'Homme et de démocratie. C'est dans cette optique que le mouvement de citoyens est favorable à la construction européenne et que les CICE participent à ce processus. Cependant, les effets négatifs de la mondialisation, particulièrement dans les domaines politiques, sociaux et écologiques, mobilisent souvent des individus et des organisations qui mettent en oeuvre, au niveau local, une vigoureuse résistance. Le mouvement de citoyens est solidaire de ces combats et dans la mesure de ses possibilités y participe activement; c'est de fait la voix de ces individus plus ou moins organisés que les CICE veulent répercuter, non seulement pour qu'il soit possible de faire le lien entre les différentes résistances, mais également pour que les revendications sectorielles puissent faire l'objet de négociations aux niveaux national et européen.

Le mouvement de citoyens se trouve donc dans une position qui, bien que compréhensible sur le plan idéologique, est bien souvent difficile à défendre sur le terrain. Il s'agit, tout en acceptant l'ouverture offerte par la mondialisation d'en combattre partout ses effets négatifs.

Il s'agit de fait de prôner l'intégration en évitant deux écueils principaux : en premier lieu, l'angélisme optimiste néo-libéral qui professe qu'en laissant faire le marché mondial, tout, pour les individus, ira de mieux en mieux dans le meilleur des mondes; en second lieu, le repli national-populiste qui, comme reflet de la première position, affirme que, pour le peuple, tout ira de mieux en mieux dans le meilleur des mondes, dans la restauration d'une nation unifiée et d'un Etat fort.

Forger démocratiquement le devenir

A côté de ces deux écueils principaux, il faudrait peut-être encore en mentionner un troisième, dont l'origine se trouve non pas à l'extérieur, mais à l'intérieur même des mouvements de paix et de droits de l'Homme : je veux parler du criticisme pessimiste des *Neinsager*, qui prétendent que nous vivons dans un monde totalitaire, où tout et tout le monde est manipulé (sauf eux, bien sûr), que la mondialisation est un complot des classes dirigeantes, comme le serait d'ailleurs toute politique nationale allant à l'encontre de la mondialisation.

Ces trois "visions du monde" ont, malgré leurs différences, un point commun: elles font bien plus cas du système que des acteurs. Elles conçoivent le changement social et politique comme devant être le produit soit d'un effet de système (le marché, pour les néo-libéraux), soit encore d'une volonté politique (le pouvoir d'Etat pour les nationalistes), soit enfin comme le produit d'une volonté populaire homogène (l'auto-organisation spontanée des romantiques); en d'autres termes, elles ne conçoivent jamais le changement social ou politique comme la construction difficile et conflictuelle, de la part d'individus et de groupes cherchant à défendre démocratiquement à la fois leurs propres intérêts et une conception universelle de la vie en société. Ces trois visions du monde, en d'autres termes, ne croient pas ou ne font pas confiance en la capacité des individus et des groupes à forger démocratiquement leur propre devenir. Le mouvement de citoyens, lui, si!

Aujourd'hui, les "eurocrates" de la construction européenne ont besoin des "citoyens européens" non seulement pour légitimer leur politique, mais surtout pour mettre en échec leurs ennemis communs: le nationalisme anti-européen, populiste ou xénophobe et le néo-libéralisme anti-politique. Il revient au mouvement de citoyens européen la difficile tâche de promouvoir l'intégration et l'élargissement de l'Union européenne, tout en forçant les décideurs de Bruxelles et des Etats membres à la démocratisation des institutions et à la constitution d'une véritable citoyenneté européenne.

Referências bibliográficas

- COHEN Jean L. & ARATO Andrew. *Civil Society and Political Theory*. Cambridge and London : The MIT Press. 1992.
- COULMAS Peter. *Les citoyens du monde. Histoire du cosmopolitisme*. Paris : Albin Michel "Idées". 1995.
- DRÉANO Bernard. L'expérience de l'Assemblée des citoyens en ex-Yougoslavie

- (1990-1995). In: *Alerte atomique*, n° 140. 1995.
- DUBET F. et WIEVIORKA. M. *Penser le sujet. Colloque de Cerisy autour d'Alain Touraine*. Paris : Fayard. 1995.
- DURENMATT Friedrich. *Pour Václav Havel*. Genève : Zoé/Aube "Regards croisés". 1990.
- EISENSTADT Samuel.. *Approche comparative de la civilisation européenne*. Paris : PUF "Sociologies". 1994
- FONTAINE, André. *Un seul lit pour deux rêves. Histoire de la "détente" 1962-1981*. Paris : Fayard "Points/Histoire". 1982.
- GLUCKSMANN André. *Sortir du communisme, c'est rentrer dans l'histoire*, suivi de *Quelques mots sur la parole*. Ed. de l'aube, coll. regards croisés. 1989.
- HASSNER Pierre. *La violence et la paix. De la bombe atomique au nettoyage ethnique*. Paris : Esprit. 1995.
- HAVEL Václav. *Essais politiques*. Paris : Calmann-Lévy. 1989.
- _____. "Adress to the Founding session of HCA". In: *HCA. The Founding Session*. Prague : HCA Publication. Series, n°1. 1991.
- _____. *Address to the second HCA General Assembly in Bratislava*. 1992.
- KALDOR Mary (dir.). *Europe from below. An East-West Dialogue*. London/ New York : Verso. 1991.
- KALDOR Mary, HOLDEN Gerard, FALK Richard. *The New Détente. Rethinking East-West Relations*. London/New York : Verso. 1989.
- KENDE Pierre & SMOLAR Aleksander, (dir.). *La grande secousse. Europe de l'Est 1989-1990*. Paris : Presse du CNRS. 1990.
- LEONARD Jacques, HEN Christian, DREANO Bernard. *L'Europe*. Paris : La Découverte, "Repères". 1987.
- MORIN Edgar. *Penser l'Europe*. Paris : Gallimard, "Folio actuel". 1990/1987.
- _____. "Allocution à la première Assemblée générale du HCA à Prague". In: *HCA, Actes de la session fondatrice*. 1990.
- _____. "Nous, dissidents. La dissidence en URSS, Pologne, Allemagne de l'est, Tchécoslovaquie". *Recherches*, octobre 1978, n.º 34. Paris.
- ROSSIAUD Jean. "Helsinki Citizens Assembly. Intégrer ce qui se désintègre". In: *Bulletin du Comité Paix Genève*, no 1. Genève. 1991.
- _____. "La IIIe Assemblée du Helsinki Citizens Assembly (HCA) à Ankara". In: *Bulletin du Comité Paix Genève*. 1993.
- _____. "European and Non-European Models of Civil Society. A Misleading Distinction". Intervention lors de la "IIrd General Assembly of the Helsinki Citizens Assembly". Ankara, 3 déc. 1993 in: *HCA – Quartely*, Prague. 1994.
- _____. *Mouvement social et Etat dans la mondialisation*, Thèse de doctorat en Sciences économiques et sociales, Université de Genève, Suisse. 1996.
- _____ & TSCHUDI Pierre-Alain. "Helsinki Citizens Assembly. Tous citoyens, toutes citoyennes ... d'Europe", in "*Forum-Dissidences*", n°7, (décembre). 1990.

VOYENNE, Bernard. *Histoire de l'idée européenne*. Paris : Payot. 1964.

WAINWRIGHT Hilary. *Arguments for a New Left. Answering the Free Market Right*. Oxford (UK); Cambridge (USA) : Blackwell publishers. 1994.

Annexes

Annexe n°1:

Helsinki Citizens Assembly (HCA)

Le *Helsinki Citizens Assembly* (HCA) est une réseau transnational d'initiatives civiques. Ayant pris pour cadre géographique l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, il possède aujourd'hui 43 comités nationaux en Europe et en Amérique du nord. Issu de rencontres clandestines entre les mouvements de paix indépendants (*European Nuclear Disarmament*, à l'ouest) et des mouvements civiques (à l'est, notamment la *Charte 77* tchécoslovaque et le *KOR* polonais) pendant les années 80, le HCA a tenu son Assemblée constituante, à Prague en octobre 1990, sous la présidence de Vaclav Havel. Les Assemblée générales, Prague (octobre 1990) Bratislava (mars 1992), Ankara (décembre 1994) et Tuzla (novembre 1995), réunissent plusieurs centaines de participants de l'est comme de l'ouest. Ces dernières années le HCA a axé ses activités principalement sur la guerre en ex-Yougoslavie et, plus récemment, sur la démocratisation européenne, réflexions ayant notamment abouti à un colloque "*The State of Europe*" (Londres, juillet 1995).

Pour plus de renseignements :

Helsinki Citizens Assembly, Milady Horakove 103, CZ-160 00 Prague 6, Czech Republic. Tel. 42-2-32.32.59. Fax. 42-2-32.35.38. E-mail : hca@ecn.cz.

HCA-Genève, 41 rue de Zürich, CH-1201 Genève. Tél. 41-22-741.40.10. Fax. 41-22-738.94.19. E-mail : ipb@gn.apc.org (hca).

Assemblée européenne des citoyens -AEC (HCA-France), 21 ter rue Voltaire, F-75011 Paris. Tél. 33-1-43.79.09.23. Fax. 33-1-43.79.32.09.

Annexe n°2

Les Conférences Inter-Citoyennes Européennes – CICE⁸

⁸ Un non procès en non paternité: Il n'est pas rare dans les réseaux de citoyens qu'une bonne idée émerge simultanément dans plusieurs lieux à la fois : c'est le cas de l'idée - et même, semblerait-il du slogan - de "Conférences Inter-Citoyennes Européennes" comme

Les CICE sont toutes les initiatives et les manifestations, les associations et mouvements qui, par leur mise en réseau, veulent démultiplier leur impact et mettre le processus sur des bases démocratiques et citoyennes.

Leur but principal est de permettre à la multitude des initiatives citoyennes, prises dans le cadre de la démocratisation des institutions européennes ou de la politique sociale ou écologique de chaque Etat, de pouvoir être reconnue comme faisant partie d'un seul et même mouvement d'idée et d'action. Il s'agit de promouvoir l'émergence "d'un projet de civilisation centré sur l'être humain", et "de relier par un fil rouge les interventions, manifestations publications, afin de gagner en synergie et en visibilité".

Les CICE, dans leur philosophie, reposent sur trois principes fondamentaux, dans lesquels doivent se reconnaître toutes les organisations amenées à se fédérer : la citoyenneté européenne; la protection sociale et la redéfinition de l'économie comme un outil au service de la société; un développement durable et des relations internationales équitables.

La méthode des CICE se veut la moins contraignante possible : elle consiste à la "fédération" ou à la "mutualisation" des réseaux et organisations se reconnaissant dans ces principes, par la création d'un réseau de réseaux, ouvert et sans centre et dont les principales organisations fonctionnent comme points nodaux pour les commodités logistiques, en particulier la publication par les réseaux informatiques d'un agenda régulièrement mis à jour et de conférences électroniques. Chaque organisation se voit reconnaître ses objectifs, ses rythmes et ses enjeux propres.

Quatre associations assurent un secrétariat pour l'ensemble du réseau: **Europe 99, politique de civilisation** (Paris) : créée en 1988, l'association réunit chercheurs, responsables politiques, sociaux, associatifs et économiques, citoyens actifs. Elle mène un travail de prospective pour l'émergence d'une politique européenne de civilisation.

Civis (Bruxelles) : cherche à mobiliser l'opinion publique avant la CIG par des discussions et des conférences sur l'avenir de l'Europe, pour influencer sur la négociation officielle.

miroir des Conférences inter-Gouvernementales", dont l'origine peut être retrouvée dans deux réseaux au moins : premièrement, dans le cadre du *HCA-international*, qui lui consacra un atelier lors de sa IV^{ème} Assemblée générale à Tuzla en octobre 1995 et, en second lieu, dans la déclaration du Loccum (septembre 1995), à laquelle *Eurotopia* et l'*Académie évangélique de Loccum* furent parties prenantes. Le fait qu'aucune organisation ne revendique la paternité pour elle seule et que toutes se félicitent de l'extension et de la consolidation du réseau est également une des caractéristiques importantes du nouveau mouvement de citoyens européen.

Forum Alternatives européennes (Paris): cherche à bâtir de nouveaux desseins pour l'Europe et à rendre public le débat sur la CIG.

Helsinki Citizens Assembly (réseau international), en particulier à partir de ses bureaux de Prague et de La Haye et l'Assemblée européenne des citoyens (HCA-France).

Participent également à ce "réseau de réseaux" (entre autres⁹):

AILES, Association pour l'autogestion, l'initiative locale et l'économie sociale (France)

Belmont European Policy Center (Bruxelles)

Mehr Demokratie (Allemagne)

Fondation européenne pour les arts et le patrimoine/EFAH-FEAP (international)

Eurotopia (Suisse et international)

Académie évangélique de Loccum (Allemagne)

Mouvement pour une alternative non-violente-MAN(France)

Convaincre (France)

Confrontations (France)

Forum des citoyens de la Méditerranée (international)

Jeunes Européens fédéralistes

Réseau pour une économie alternative solidaire-REEAS(international).

⁹ Cette liste d'associations est tirée de *Réseaux de citoyens*, juin 1996, n°13 p.7); l'entrée dans le réseau de réseaux par le biais d'un réseau (en l'occurrence le HCA), biaise probablement la manière de rendre compte de la géographie même du réseau. Des organisations, ou même d'autres pans entiers du réseau, ont donc probablement été oubliés, qu'ils veulent bien m'en excuser.